

L'année 2020 de l'UE, le temps du bilan

De Sofia Erpenbach & Lucas Da Silva

En décembre 2019, à la suite des élections européennes, la nouvelle Commission européenne présidée par l'Allemande Ursula von der Leyen entre en fonction. A ce moment-là, les attentes placées autour de cette nouvelle équipe de commissaires rimaient avec espoir et renouveau. Néanmoins, personne ne s'attendait à la vague épidémique qui allait s'abattre sur le monde entier, seulement quelques mois après l'apparition du Covid-19 en Chine. Ce fléau, qui a mené au confinement de nos populations et a mis littéralement à l'arrêt l'activité économique de l'Europe pendant de nombreux mois, a eu d'importantes conséquences sociales, entraînant parfois des réactions antinomiques à l'idéal de solidarité européenne. Fort heureusement, les dirigeants européens n'ont pas poursuivi le réflexe du "repli sur soi" et nous ont donné à vivre un moment mémorable de l'histoire du Vieux Continent. Dès le mois d'avril, les dirigeants européens adoptent un plan de soutien à l'économie européenne d'un montant de 500 milliards d'euros. Et quelques mois plus tard, en juillet, le Conseil européen valide le plan de relance économique, nommé "Next Generation EU", de 750 milliards d'euro, pour contrer la crise provoquée par le Covid-19. Comme l'affirmait Jean Monnet, l'un des pères fondateurs du projet européen : *"L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises"*, illustrant parfaitement la période que nous avons à affronter collectivement. L'année 2020 s'avère donc unique en son genre, mettant à l'épreuve la cohésion européenne et la stabilité du continent, mais aboutissant à de réelles avancées.

I- Une nouvelle impulsion lancée par la Commission von der Leyen balayée par les débuts de pandémie

A. Un début d'année 2020 marqué par l'entrée au pouvoir d'une nouvelle Commission européenne

L'année 2020 dans l'Union européenne (UE) débute avec un grand symbole pour la parité hommes-femmes. En effet, depuis le 1er décembre 2019, la Commission européenne est pour la première fois présidée par une femme : l'Allemande Ursula von der Leyen. À l'époque où elle occupait le poste de ministre fédérale de la Famille puis du Travail, Ursula von der Leyen a mené des politiques favorisant la parité à la fois en termes de congés parentaux et d'égalité salariale. Par ailleurs, elle a été la première femme à la tête du ministère fédéral allemand de la Défense. Lors de son discours devant le Parlement européen en



Crédit : Parlement européen

juillet 2019¹, elle présente les principaux points autour desquels se structurera la future Commission von der Leyen. Parmi ces derniers, on retrouve l'avancée de l'égalité hommes-femmes, l'introduction d'un cadre européen pour le salaire minimum, une réforme des règles de Dublin sur la répartition des demandeurs d'asile et le lancement d'un "Green Deal", qui deviendra l'une de ses priorités. Ce pacte vert pour l'Europe vise à faire de l'UE la première puissance mondiale à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Les objectifs sont ambitieux, mais 1 000 milliards d'euros y seront alloués sur une période de dix ans afin de les atteindre. Une note d'espoir ouvre donc l'année 2020, dont le début est également marqué par la sortie définitive du

¹ Ursula von der Leyen, [Discours d'ouverture de la session plénière du Parlement européen](#), 16 juillet 2019.

Royaume-Uni de l'UE le 31 janvier 2020, ouvrant une période d'un an pour négocier le cadre de leurs relations futures. Après une relation de quarante-sept ans, la rupture entre l'UE et le Royaume-Uni nous laisse un goût assez amer. Car au fond, comme nous l'a rappelé **Jonathan Faull** – ancien négociateur pour la Commission européenne sur le Brexit – les Britanniques partagent avec nous, les Européens, la même histoire, les mêmes traditions politiques et les mêmes défis.. Mais à la différence des autres États Membres, *“l'adhésion du Royaume-Uni au projet européen a été purement transactionnelle, sans véritable vision ou engagement politique”*, soutient Faull.

Pour contrebalancer la bonne nouvelle que constitue la présence d'une femme à la présidence de la Commission européenne qui promeut une Europe plus verte et sociale, ce début d'année 2020 est marqué par l'apparition en Europe des premiers cas de Covid-19, ce virus qui a été détecté en novembre 2019 en Chine et dont les Européens ont initialement sous-estimé l'ampleur des conséquences...

B. Une réaction d'abord (trop) lente face à la crise sanitaire qui a laissé place à un nouvel élan européen

Effectivement, depuis maintenant un an, le monde est frappé par une crise inédite en raison de son ampleur et de sa gravité : la pandémie du Covid-19. Lorsque les premiers cas ont été officiellement déclarés en Chine en novembre 2019, l'hypothèse d'une pandémie paraissait lointaine, mais tous les pays regardaient avec inquiétude et surveillaient de près ces débuts d'épidémie. Il n'a fallu attendre que deux mois pour que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) annonce une urgence de santé publique internationale et c'est en mars 2020 que la pandémie de Covid-19 est déclarée par la même institution. A la fin du mois de janvier, alors que l'Europe suivait de loin la propagation de l'épidémie, les premières personnes infectées sont observées sur le continent. C'est le début d'une longue crise sanitaire en Europe, reconnue comme nouvel épicycle de la pandémie du Covid-19, qui fera apparaître des stratégies bien différentes. En effet, cela est si rare qu'il faut le noter, des États membres de l'Union européenne fermeront leurs frontières et entreprendront une politique qui peut s'apparenter à un « réflexe westphalien » de repli national. Somme toute, une stratégie qui se trouve philosophiquement et idéologiquement à l'antithèse des valeurs prônées par l'UE.

En outre, il faut avouer que la réaction de l'UE a été, particulièrement au début, extrêmement poussive, voire inexistante. Pire encore, la crise sanitaire s'est muée en crise politique et existentielle pour l'Union européenne dans les premières semaines de la pandémie lors desquelles rien ne semblait avoir été préparé. Ce fut le moment idéal pour les détracteurs de la construction européenne de désigner ce coupable tout trouvé, responsable de quasiment tous les maux dont les États-nations souffraient. De son côté, l'Europe se défendait en brandissant cette réponse : le domaine de la santé publique ne fait pas partie de ses compétences exclusives (ni même partagées) mais il est simplement cantonné à une compétence d'appui. L'occasion, peut-être, de repenser fondamentalement les compétences de l'UE en matière de santé dans l'ère post-crise qui s'ensuivra. Toujours est-il que l'Europe a été sévèrement pointée du doigt dans les premières semaines de la pandémie, d'aucuns dénonçant un manque criant de solidarité européenne et une lenteur dans sa réaction. Même Jacques Delors, dont la parole se fait rare, n'a pas hésité à la fin du mois de mars 2020 à alerter l'opinion sur ce qui constituait selon lui un *“danger mortel”*² pour l'UE.

Enfin, même s'il semblait difficile de se relever collectivement et d'établir une autre stratégie après les polémiques qu'ont suscitées les fermetures des frontières des pays européens ou la réquisition de stocks de masques, l'UE a su progressivement sortir la tête de l'eau. Il était de toute façon d'urgence quasi-vitale pour l'Europe d'agir puisqu'au moment où le danger sanitaire a surgi, l'ensemble des gouvernements

² Le Figaro, [‘Le manque de solidarité est un “danger mortel” pour l'Europe, selon Jacques Delors’](#), 28 mars 2020.

européens a adopté un discours protecteur de sa seule nation. En effet, les Etats-nations n'ont d'abord vu leur "salut" qu'à l'échelle de leur propre pays, c'est lui qui avait le devoir de protéger son peuple et non l'UE. Cette dernière pouvait-elle réellement se contenter de ce rôle de spectateur ? Bien loin des valeurs européennes, le réflexe du chacun pour soi n'était pas acceptable sur le long terme. Dans ce contexte, alors que l'Europe ne pouvait agir directement sur le domaine de la santé, elle a entamé une révolution historique en choisissant le levier financier et l'émission d'une dette commune. Bien entendu, avec la crise sanitaire, en plus des vies humaines disparues, c'est l'économie européenne qui en sort gravement affectée. C'est dans ce cadre que s'inscrit la promotion par la Commission européenne et la Banque centrale de l'instrument de relance nommé "Next Generation EU" dès le mois de mai 2020.

II- La réponse de l'UE aux grands défis économiques et géopolitiques de son époque

A. Un moment clé de la construction européenne, mais des tensions à régler en parallèle

Le deuxième semestre 2020 s'ouvre sur la passation de la présidence croate du Conseil de l'Union européenne à la présidence allemande. L'Allemagne doit reprendre en main une Europe ébranlée et fortement déstabilisée par la crise sanitaire et économique. Les attentes et les difficultés à surmonter sont donc de taille. Sous le mot d'ordre "Tous ensemble pour relancer l'Europe", le gouvernement d'Angela Merkel axe sa présidence autour de la bonne gestion de la pandémie, mais il met aussi l'accent sur la construction d'une Europe "plus forte, plus juste et plus durable" – des thématiques intrinsèquement liées à l'avènement du Covid-19, ce dernier faisant ressortir les problématiques sociétales, climatiques et de dépendance économique³. Coïncidant avec la négociation du plan de relance européen, il était également impératif de parvenir, à l'été 2020, à un accord sur le cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE pour la période 2021-2027. En ce sens, la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de juillet 2020 marque un moment clé de l'histoire européenne : après de nombreux débats et discussions, les dirigeants de l'UE s'accordent non seulement sur un budget à long terme de 1074,3 milliards d'euros pour la période couverte par le CFP, mais aussi sur la somme de 750 milliards d'euros allouée au plan de relance "Next Generation EU" visant à relever les économies européennes affaiblies par la crise⁴. Cet élan de solidarité européenne est sans précédent dans l'histoire de la construction communautaire et donne une lueur d'espoir à l'avenir du projet européen. Cependant, **Pierre Moscovici** nous l'a très justement rappelé, il nous oblige également à réfléchir à la bonne gestion de ces fonds, ainsi qu'au remboursement de la dette, qui ne va pas s'évaporer comme par magie mais qui va peser sur nos épaules.



Crédit : Conseil de l'Union européenne

En parallèle, un conflit surgit en Méditerranée orientale : le 10 août 2020, le navire turc "Oruç Reis" dépasse les frontières maritimes turques pour aller sonder les eaux revendiquées par la Grèce afin d'explorer les gisements d'hydrocarbures. Le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis fait alors appel à l'UE pour défendre sa souveraineté, mais les États membres peinent à élaborer un positionnement commun. La France, qui entretient des relations tendues avec la Turquie, soutient que des sanctions envers Ankara sont nécessaires pour se montrer solidaires avec la Grèce. Cependant, l'Allemagne, suivie par de nombreux États européens,

³ [Programme de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne.](#)

⁴ Conseil de l'UE, '[Budget à long terme de l'UE pour la période 2021-2027 et plan de relance](#)', mis à jour le 11 janvier 2021.



Dans le camp de Moria, à Lesbos - Crédit : AFP

prône la médiation du conflit. Nous voici en septembre. Après la tenue du Discours sur l'état de l'Union d'Ursula von der Leyen le 16 septembre et l'incendie du camp de réfugiés de Moria (Grèce) le 8 septembre, la Commission présente un Pacte sur la migration et sur l'asile le 23 septembre 2020 visant à réformer le système de Dublin. Ce dernier, permettant la répartition des demandeurs d'asile entre les différents pays membres de l'UE, se trouve depuis plusieurs années sous le feu des critiques car il établit qu'il est du ressort des pays d'entrée des migrants de traiter leur demande d'asile. Ce nouveau Pacte est porteur d'espoir à la fois pour des pays tels que l'Italie ou

Malte, dépassés par les vagues d'immigration massives depuis 2015, mais aussi pour les réfugiés, notamment car il propose de décriminaliser les sauvetages en mer. Par ailleurs, cet accord met l'accent sur l'importance de réduire les délais de traitement des demandes d'asile, de renforcer les contrôles aux frontières de l'espace Schengen et d'approfondir les liens avec les pays d'origine des réfugiés, notamment afin de lutter contre le trafic d'êtres humains.

B. Une fin d'année très dense : entre reprise de l'épidémie et intensification de l'action extérieure par rapport au contexte géopolitique de l'Europe

Tout au long de la période estivale de l'année 2020, l'Europe a pu souffler le temps de quelques semaines par rapport à la pandémie de Covid-19 et lever globalement ses mesures restrictives. C'était évidemment sans compter la deuxième vague épidémique qui s'est abattue sur le continent à partir du mois d'octobre et qui a obligé les Etats européens à adopter de nouvelles restrictions sanitaires. Des couvre-feu, voire de nouveaux confinements, sont décidés à travers le Vieux Continent ; au grand dam de l'économie et de la vie européennes.

D'autres malheurs viennent s'ajouter à cette fin d'année tumultueuse pour l'Europe. En effet, des attentats islamistes frappent à nouveau nos populations : le 16 octobre, un professeur de la République française est assassiné par un islamiste ; le 29 octobre, trois catholiques français périssent face à la barbarie islamiste à la basilique Notre-Dame de Nice ; le 2 novembre, des juifs et des Viennois sont pris pour cible par un terroriste islamiste dans la capitale autrichienne... Face à cette menace grandissante, il n'y a plus de temps pour la naïveté et l'Europe l'a compris, elle doit défendre son peuple et prouver qu'elle est à la hauteur des défis de notre temps. Les discours ont changé de nature, après les attentats de Nice ou de Vienne, les pays européens ont su réagir de la manière la plus ferme possible dans la condamnation de ces horreurs : le Président Macron réagissant ainsi à la suite de l'attentat touchant l'Autriche : « *c'est un pays ami qui est attaqué. C'est notre Europe. Nos ennemis doivent savoir à qui ils ont affaire.* » ou la chancelière Merkel déclarant que « *le terrorisme islamiste est notre ennemi commun* ». Autre forme de solidarité européenne dans ces tragédies partagées : des hommages ont été rendus à Samuel Paty dans les écoles allemandes, grecques, néerlandaises, autrichiennes... Aussi, en parallèle des polémiques liées à la liberté d'expression en France, le président turc Erdogan appela au boycott des produits français en remettant en cause la « santé mentale » de Macron. La solidarité européenne fut sans équivoque : la très grande majorité des Etats membres de l'UE ont apporté leur soutien à la France.

C'est justement tout le sens de cette évolution timide, mais progressive, dans l'émergence d'une vision géopolitique propre à l'UE. Ainsi, pour répondre aux menaces de la Turquie envers l'Europe évoquées plus tôt, les dirigeants européens se sont mis d'accord en décembre dernier afin de sanctionner les actions « *illégales et agressives* » de la Turquie en Méditerranée contre la Grèce et Chypre : « *les mesures décidées seront des sanctions individuelles, et des mesures supplémentaires pourront être décidées si la Turquie poursuit ses actions* »⁵. L'Union européenne, qui avait également mis en œuvre des sanctions contre la Biélorussie quelques mois auparavant pour contester le régime autoritaire d'Alexandre Loukachenko, semble plus encline à défendre les valeurs qu'elle incarne et à porter un idéal d'autonomie stratégique – voire de défense européenne à terme. Par ailleurs, lors du même Conseil européen des 10 et 11 décembre qui a vu naître les sanctions contre la Turquie, un accord a finalement été trouvé pour le vote du budget pluriannuel 2021-2027 avec la validation officielle du fameux plan de relance. Après des blocages de la part de la Hongrie et de la Pologne, en raison d'un mécanisme de protection de l'Etat de droit et des "valeurs européennes" intégré dans l'allocation des ressources financières de l'UE, un compromis fut trouvé et la voie est désormais libre pour lancer l'ambitieux plan de relance européen.

Enfin, l'année 2020 se termine sur une bonne note pour l'Europe, débarrassée d'un dossier qui traînait en longueur depuis 2016 : celui, bien entendu, du Brexit. Le 24 décembre, un accord de commerce et de coopération est (enfin) trouvé entre l'Europe et le Royaume-Uni, balayant les hypothèses pessimistes d'un possible "no-deal" et donc d'un "Brexit dur". Cet accord est entré en vigueur au terme de la période de transition, le 1er janvier 2021.

En conclusion, cette année 2020 a été riche en événements politiques européens et en rebondissements divers. L'UE a été sous le feu des projecteurs médiatiques, bien loin de ce qu'elle connaît habituellement. Même si elle fut l'objet de vives critiques, le traitement de l'actualité européenne aura probablement eu le mérite de raviver un intérêt pour les questions européennes chez les citoyens. Malgré les tragédies que la pandémie nous a infligées, celle-ci nous a rappelé à la fois la proximité géographique et l'interdépendance que nous partageons avec chacun de nos voisins européens. En effet, comme nous l'avons vu tout au long de la crise, si l'Italie souffre, les conséquences sont nécessairement transposées vers l'échelle européenne, et si la France se trouve en difficulté, ses amis européens ressentiront le devoir de lui venir en aide. Quoiqu'il en soit, l'Europe aspire bien entendu à vivre des jours meilleurs, gardons espoir que le début de la campagne de vaccination nous permette collectivement de sortir de la crise...

⁵ Le Monde, "[L'Union européenne s'accorde pour sanctionner la Turquie](#)", 11 décembre 2020.